

ICOM FRANCE

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

16, rue Massenet
75016 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

ICOM FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
16, rue Massenet
75016 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association ICOM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ICOM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Introduction » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Nous nous sommes assurés que les subventions reçues et à recevoir identifiées à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrits de façon appropriée dans la rubrique « Tableau de suivi des subventions d'exploitation » de l'annexe.
- Ainsi que le tableau des fonds dédiés mentionné en annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

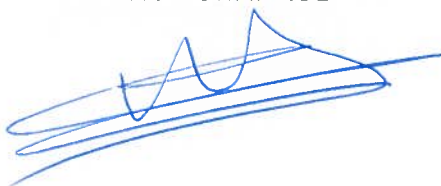
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nogent sur Marne, le 19 mai 2026

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Christian SERPAUD



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN ACTIF

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,						
Autres immobilisations incorporelles	35 730.00	35 730.00				
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				0.21		0.17
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...						
Autres immobilisations corporelles	6 437.99	4 263.75	2 174.24		1 584.93	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0.47		0.52
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	4 800.00		4 800.00		4 800.00	
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	46 967.99	39 993.75	6 974.24	0.69	6 384.93	0.69
Stocks et en-cours						
Créances				7.89		1.84
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	4 546.00		4 546.00			
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	70 812.07		70 812.07			
Charges constatées d'avance	4 820.50		4 820.50		16 975.19	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	929 525.13		929 525.13	91.43	897 052.21	97.46
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	1 009 703.70		1 009 703.70	99.31	914 027.40	99.31
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 056 671.69	39 993.75	1 016 677.94	100	920 412.33	100

BILAN PASSIF

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves		10.53		11.63
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	107 005.86		107 005.86	
Autres réserves				
Report à nouveau	175 972.44	17.31	112 349.98	12.21
Excédent ou déficit de l'exercice	24 517.39	2.41	63 622.46	6.91
Situation nette (sous-total)	307 495.69	30.25	282 978.30	30.74
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	307 495.69	30.25	282 978.30	30.74
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	140 800.98	13.85	132 709.03	14.42
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	140 800.98	13.85	132 709.03	14.42
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL DES PROVISIONS (III)				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	238.98	0.02		
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	28 765.70	2.83	15 002.80	1.63
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	22 040.78	2.17	14 923.84	1.62
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	37 392.81	3.68	53 351.36	5.80
Produits constatés d'avance	479 943.00	47.21	421 447.00	45.79
TOTAL DES DETTES (IV)	568 381.27	55.91	504 725.00	54.84
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 016 677.94	100	920 412.33	100

COMPTE DE RÉSULTAT

I COM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	988 147.91	923 872.99	64 274.92	6.96
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	700.00		700.00	
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	228 561.11	173 465.00	55 096.11	31.76
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	16 657.00	15 061.00	1 596.00	10.60
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		1 827.03	-1 827.03	-100.00
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés	132 709.03	96 915.39	35 793.64	36.93
Autres produits	321.84	292.53	29.31	10.02
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 367 096.89	1 211 433.94	155 662.95	12.85
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	311 263.10	130 700.99	180 562.11	138.15
Aides financières		84 153.43	-84 153.43	-100.00
Impôts, taxes et versements assimilés	2 986.67	2 054.02	932.65	45.41
Salaires	124 634.83	95 937.91	28 696.92	29.91
Cotisations sociales	50 691.67	36 151.57	14 540.10	40.22
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 849.69	4 234.33	-2 384.64	-56.32
Dotations aux provisions				
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés	140 800.98	132 709.03	8 091.95	6.10
Autres charges	712 212.83	664 323.01	47 889.82	7.21
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 344 439.77	1 150 264.29	194 175.48	16.88
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	22 657.12	61 169.65	-38 512.53	-62.96

COMPTE DE RÉSULTAT

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 860.27	2 452.81	-592.54	-24.16
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 860.27	2 452.81	-592.54	-24.16
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	1 860.27	2 452.81	-592.54	-24.16
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	24 517.39	63 622.46	-39 105.07	-61.46
Produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles (VI)				
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 368 957.16	1 213 886.75	155 070.41	12.77
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 344 439.77	1 150 264.29	194 175.48	16.88
EXCÉDENT OU DÉFICIT	24 517.39	63 622.46	-39 105.07	-61.46
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE				
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.				
TOTAL	24 517.39	63 622.46	-39 105.07	-61.46

ANNEXE COMPTABLE

PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'objet social de l'entité est :

Le Comité National est le principal instrument de l'ICOM et de ses membres, conformément à l'article 15 des statuts de l'ICOM.

Il a pour objet :

- d'assurer la gestion des intérêts de l'ICOM en France
- de représenter les intérêts de la profession et de ses membres auprès de l'ICOM
- et de contribuer au financement de l'organisation et à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont exprimés à l'article 2 des statuts de l'ICOM

Les moyens mis en oeuvre sont :

Pour atteindre cet objet, il dispose de moyens immobiliers (location de locaux sis 16 rue Massenet à Paris), informatiques (site internet), et humains (2 salariées permanentes et le recours à des stagiaires et salariés en cdd.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 1 016 677.94 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 24 517.39 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

L'entité déroge aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, et porte les justifications sur :

- Influence sur la situation financière

L'Icom France est notamment en charge du suivi d'un appel à projet réalisé sur 3 ans : "Soutenir le alternatives vertes 2".

- Influence sur le résultat

L'ICOM a reversé 702 146€ à ICOM International.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : comparabilité et continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

Et celui de l'ANC 2023-03.

Le règlement ANC no 2022 06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers (voir ci-après 2.).

1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025.

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025.

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en fonds propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les fonds propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après

Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation. Les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » pour 0 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour 0€.

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits de cession figurent en « Produits exceptionnels » pour 0 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations en « Charges exceptionnelles » pour 0€.

- Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, n'ayant pas de lien direct avec

un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Subventions » pour 0 €.

Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Produits exceptionnels » pour 0 €.

- Amendes et pénalités

Au 31 décembre 2025, les amendes et pénalités, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Autres charges » pour 0 €. Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Charges exceptionnelles » pour 0 €.

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025.

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après. Au 31 décembre 2024, les « transferts de charges » inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 0 € (aucun transfert de charges financières ou exceptionnelles n'a été enregistré sur l'exercice 2024). Ce montant comprend :

- 0 € liés à des indemnités d'assurance ;

- 0 € liés à des charges de personnel, dont des indemnités journalières de sécurité sociale et des avantages en nature.

Le poste « Transfert de charges » étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » (voir ci-après 2.).

Au 31 décembre 2025 :

- les indemnités d'assurance sont inscrites en produits d'exploitation, au poste « Autres produits », pour 0 € ;

- les indemnités journalières de sécurité sociale ainsi que les avantages en nature, pour un montant total de 0 €, sont enregistrés au crédit des comptes de charges de personnel.

2. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024) Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers

Dans la colonne comparative :

- les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;

- les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges ;

- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;

- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;

- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS

Traitement des subventions

Les subventions sont comptabilisées en produits.

COTISATIONS

Informations concernant la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Aucune contribution n'est comptabilisée sur cet exercice.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	35 730.00		
TOTAL	35 730.00		
Immobilisations corporelles			
Autres immobilisations corporelles	7 716.07		2 439.00
TOTAL	7 716.07		2 439.00
Immobilisations financières			
Prêts et autres immobilisations financières	4 800.00		
TOTAL	4 800.00		
TOTAL GENERAL	48 246.07		2 439.00

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			35 730.00	
TOTAL			35 730.00	
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles		3 717.08	6 437.99	
TOTAL		3 717.08	6 437.99	
Immobilisations financières				
Prêts et autres immobilisations financières			4 800.00	
TOTAL			4 800.00	
TOTAL GENERAL		3 717.08	46 967.99	

ETAT DES IMMOBILISATIONS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Augmentation de l'exercice	Ventilation				
		Virement		Entrée		
		poste à poste	de l'actif circ.	acquisition	apport	création
Immobilisations corporelles						
Autres immobilisations corporelles	2 439.00			2 439.00		
TOTAL	2 439.00			2 439.00		
TOTAL GENERAL	2 439.00			2 439.00		
	Diminution de l'exercice	Ventilation				
		Virement		Sortie		
		poste à poste	de l'actif circ.	cession	scission	mise hors serv.
Immobilisations corporelles						
Autres immobilisations corporelles	3 717.08					3 717.08
TOTAL	3 717.08					3 717.08
TOTAL GENERAL	3 717.08					3 717.08

ETAT DES AMORTISSEMENTS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			35 730.00			35 730.00
TOTAL			35 730.00			35 730.00
Immobilisations corporelles						
Autres immobilisations corporelles			6 131.14	1 849.69	3 717.08	4 263.75
TOTAL			6 131.14	1 849.69	3 717.08	4 263.75
TOTAL GENERAL			41 861.14	1 849.69	3 717.08	39 993.75

Les immobilisations sont ammorties en mode linéaire sur 3 ou 4 ans.

	Dotation de l'exercice	Ventilation			
		réévaluation	mode linéaire	autre mode	dotation except.
Immobilisations corporelles					
Autres immobilisations corporelles	1 849.69		1 849.69		
TOTAL	1 849.69		1 849.69		
TOTAL GENERAL	1 849.69		1 849.69		

ETAT DES AMORTISSEMENTS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminution de l'exercice	Ventilation		
		transf. à l'actif circ	éléments cédés	mise hors service
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	3 717.08			3 717.08
TOTAL	3 717.08			3 717.08
TOTAL GENERAL	3 717.08			3 717.08

ETAT DES CRÉANCES

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	4 800.00		4 800.00
Actif circulant			
Autres créances clients	4 546.00	4 546.00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 392.07	4 392.07	
Divers	62 900.00	62 900.00	
Débiteurs divers	3 520.00	3 520.00	
Charges constatées d'avance	4 820.50	4 820.50	
TOTAL	84 978.57	80 178.57	4 800.00

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des outils de communications dont les contrats courent sur 2025/2026.

	Montant
Exploitation	4 820.50
TOTAL	4 820.50

PRODUITS À RECEVOIR

les produits à recevoir correspondent au solde de la subvention ADEM.

	Montant
Autres créances	62 920.00
TOTAL	62 920.00

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	107 005.86				107 005.86
Report à nouveau	112 349.98	63 622.46			175 972.44
Excédent ou déficit de l'exercice	63 622.46		24 517.39	63 622.46	24 517.39
TOTAL	282 978.30	63 622.46	24 517.39	63 622.46	307 495.69

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci dessous comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en fonds dédiés
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation		Transfert	À la clôture de l'exercice	
			montant global	dont remboursement		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés Ki 2024	14 524.02		14 524.02				
Fonds dédiés beges 2024	118 185.01		118 185.01				
Fonds dédiés beges 2025					113 249.81	113 249.81	
Fonds dédiés Ki 2025					18 206.17	18 206.17	
Complément fonds dédiés part Icom 2024					2 419.00	2 419.00	
Compléments fonds dédiés part Icom 2025					6 926.00	6 926.00	
TOTAL	132 709.03		132 709.03		140 800.98	140 800.98	

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

Le tableau ci dessous reporte les conventions de partenariats perçues dans le cadre du projet "référenciel carbone"

CONTRIBUTION MUSEE DE BRETAGNE	2 865.00
MUSEE TOURS	2 865.00
abatoires Toulouse	1 432.00
MAIRIE DE SAINT NICOLAS D'ALLI	900
comcom Des Sablons	1 433.00
FONDATION FRANCOIS SOMMER	1 433.00
ville de Dijon	2 865.00
departement haïtes alpes	1 432.00
musée aquarium de Nancy np	1 432.00
	16 657.00

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance correspondent aux adhésions et cotisations 2026.

	Montant
Exploitation	479 943.00
TOTAL	479 943.00

CHARGES À PAYER

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	238.98
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 987.42
Dettes fiscales et sociales	14 253.99
TOTAL	36 480.39

AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Néant.

Etat du contributeur (Information obligatoire)	Date d'obtention	Personnalité juridique du contributeur	Avantage et ressource			Montant ou valorisation
			Nature	Caractère direct ou indirect	Mode de paiement	

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes	CAC 1	CAC 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	3 600.00 €	
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce.		
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité.		
Total	3 600.00 €	

IN EXTENSO IDF - M. SERPAUD Christian
7 avenue de Joinville
94130 NOGENT-SUR-MARNE

LES EFFECTIFS

ICOM FRANCE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

EFFECTIFS MOYENS

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	2.00	2.00
PERSONNEL SALARIÉ	2.00	2.00